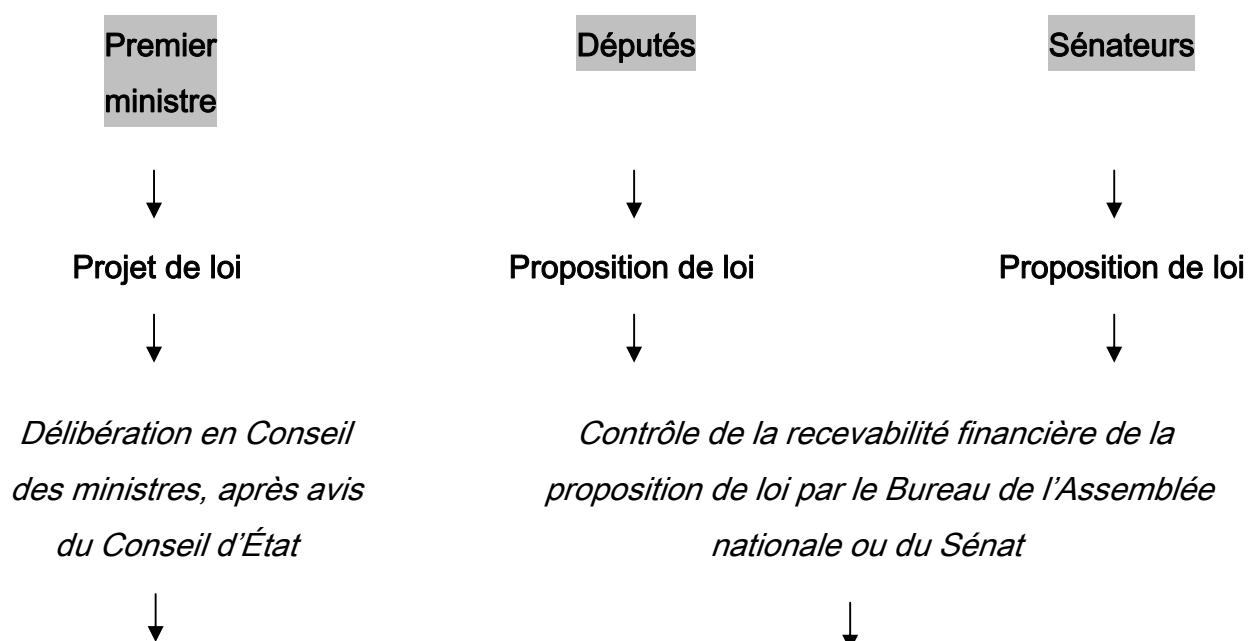


La procédure législative

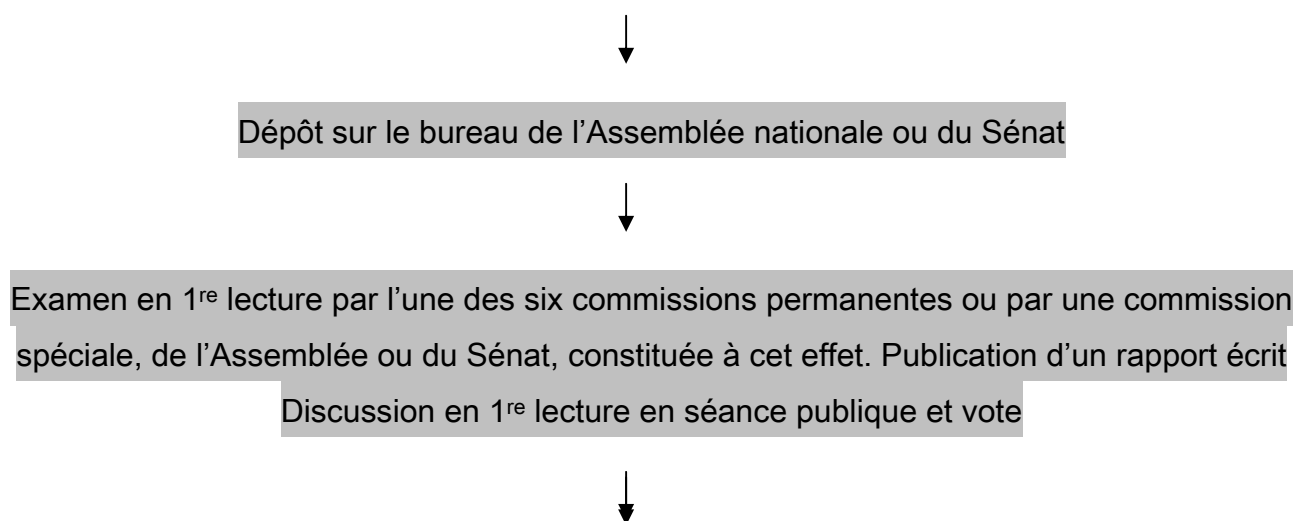
Le parcours de l'élaboration d'une loi et la « navette parlementaire »

Présentation schématique simplifiée de la procédure législative (loi ordinaire)

1. INITIATIVE DE LA LOI



2. EXAMEN DU PROJET OU DE LA PROPOSITION DE LOI PAR LE PARLEMENT EN COMMISSION ET EN SÉANCE PUBLIQUE



Transmission à l'autre assemblée qui n'était pas saisie en premier



Examen en 1^{re} lecture par l'une des six commissions permanentes (ou par une commission spéciale) du Sénat ou de l'Assemblée nationale. Publication d'un rapport écrit



Discussion en 1^{re} lecture en séance publique et vote

En cas de d'accord entre les assemblées...



Adoption du texte dans les mêmes termes par les deux assemblées

À défaut d'accord entre les deux assemblées...

OU

À défaut d'accord entre les deux assemblées, après une première lecture, transmission du texte à la première assemblée saisie



2^e lecture : examen en commission, discussion en séance publique et vote, nouvelle transmission à l'autre assemblée



Après deux lectures dans chaque assemblée, à la demande du Premier ministre, réunion d'une commission mixte paritaire (CMP), composée de 7 députés et de 7 sénateurs, sur les dispositions restant en discussion. Si l'urgence a été déclarée, la CMP peut être réunie après une seule lecture par chacune des assemblées



Examen et vote par chacune des deux assemblées du texte élaboré par la CMP ou, en cas d'échec de la CMP ou de rejet du texte de la CMP, nouvelle lecture par chaque assemblée



Poursuite de la « navette » (nouvelles lectures successives par les deux assemblées) : examens, votes et nouvelles transmissions



Texte définitif adopté dans les mêmes termes par les deux assemblées



Après une nouvelle lecture par chacune des assemblées, le Gouvernement **peut** demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement



Texte définitif adopté dans les mêmes termes par les deux assemblées ou adopté par l'Assemblée nationale statuant à titre définitif



3. CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ ET PROMULGATION DE LA LOI



Saisine éventuelle du Conseil constitutionnel par le Président de la République, le Premier ministre, le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat ou 60 députés ou 60 sénateurs



Décision du Conseil constitutionnel, en cas de saisine



Promulgation de la loi par le Président de la République et publication au Journal officiel de la République française

Source : <http://www.assemblee-nationale.fr>